



C'est l'un des préalables posés par les promoteurs du projet d'organisation d'une « Conférence générale anglophone » en vue de ramener la paix dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et qu'ils ont projeté pour les 29 et 30 août prochains dans la ville de Buea : le dépôt des armes par les forces de défense et de sécurité et les terroristes.

En clair, il est demandé à une armée républicaine de cesser d'accomplir ses missions régaliennes : la protection des institutions, des personnes et des biens et la défense de l'intégrité territoriale du Cameroun. Comme l'a rappelé le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Issa Tchiroma Bakary dans ces colonnes lundi dernier, « sans la présence de ces forces, ces terroristes auraient tout détruit, auraient hissé leur drapeau partout où ils en auraient convenance ».

Si l'on en juge aujourd'hui par le nombre d'écoles incendiées, les édifices publics et privés détruits, les nombreuses autres exactions que vivent les paisibles populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'on peut convenir avec le Pr. Joseph Vincent Ntuda Ebode qu'il s'agit là d'une demande qui passe mal, car il est impossible de mettre sur le même plan une armée républicaine et des bandes armées dont l'objet est la partition du Cameroun